

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU 4 NOVEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq le **4 novembre à 18 H 00**, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis dans à la Salle du Manège – Esplanade de Tauberbischofsheim – 51300 VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, suite à la convocation faite le 29 octobre 2025 conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

Etaient présents : MM. CAPPÉ, LONCLAS, FORMET, FORTIN, VEBER, DHYÈVRE, Mmes GUÉRY, CAPRA (suppléante de M. COTTON), MM. DELCOMBEL, MATHIEU, Mme FELICETTI, M. COLLOT, Mme ARMANETTI, MM. MALOU, DUGOIS (suppléant de M. CASTAGNA), MAUTRAIT, CHAMPION, DESANLIS, DANCOT (suppléant de M. MOULIN), Mme GEOFFROY, MM. NOBLET, GAUMONT, Mme SIMONNET, MM. ROYER, CHAVEROU, LOISELET, MAGRI (suppléant de M. BONETTI), BOUQUET, MOUTON, Mmes COLLIN, VÉGA, M. GONTHIER, Mme JACQUEMOT, M. FONTAINE, Mme COLSON, M. ROCH (jusqu'à 19h25), Mmes SERRE, BAUMEL, M. BEAUJOIN, Mme GOUILLY, MM. TRIOLET, EL GHALLOUSSI.

Absents excusés : Mme PARNISARI, MM. DULIEUX, DESCHAMPS, LANTERNAT, GÉRARD, Mme KARCENTY, MM. COQUIN, PASSINHAS, Mme RÉOLON, MM. BURCKEL, TINDILLIÈRE, HMISSI, CARDOSO, Mmes PARIS, BERTIN, GOLLÈS.

Absents : MM. NICOULEAUD, THIÉBAULT, Mme MUNSTER, MM. DUCHÊNE, ERRE.

14 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ M. DULIEUX, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. MAUTRAIT,
- ✓ M. DESCHAMPS donne pouvoir à Mme FELICETTI,
- ✓ Mme KARCENTY donne pouvoir à M. DESANLIS,
- ✓ M. COQUIN, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. ROYER,
- ✓ M. PASSINHAS, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. FORMET,
- ✓ Mme RÉOLON donne pouvoir à Mme SERRE,
- ✓ M. BURCKEL donne pouvoir à M. MOUTON,
- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir M. GONTHIER,
- ✓ M. ROCH donne pouvoir à Mme GOUILLY (à partir de 19h25),
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à Mme VÉGA,
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. FONTAINE,
- ✓ Mme PARIS donne pouvoir à Mme JACQUEMOT,
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme COLLIN,
- ✓ Mme GOLLÈS donne pouvoir à M. TRIOLET.

Secrétaire de séance : Madame Annick FELICETTI.

PERSONNEL COMMUNAUTAIRE

MISE À JOUR DU COMPLÉMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (CIA)

Rapporteur : Monsieur Thierry MOUTON

Le Complément Indemnitaire Annuel (C.I.A.) est un dispositif mis en place pour reconnaître et valoriser l'engagement et la performance des agents au sein de notre établissement. Il s'agit d'une indemnité annuelle qui s'ajoute à l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (I.F.S.E.) pour compenser les efforts et les résultats des agents dans l'exercice de leurs fonctions. Les deux composants forment le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (R.I.F.S.E.E.P.).

Par délibération n°67 du Conseil Communautaire en date du 25 juin 2019, notre établissement a mis en place le Complément Indemnitaire Annuel (C.I.A.) pour reconnaître l'engagement et la performance de nos agents. Cette délibération a posé les bases de la mise en place du C.I.A. dans notre établissement. Cependant, suite aux récentes revalorisations de l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (I.F.S.E.) intervenues au 1er janvier 2022 et au 1er juillet 2024, le montant de base de notre régime indemnitaire a augmenté.

Afin de maintenir une politique de rémunération équitable et de garantir la cohérence entre les différentes composantes de l'indemnité, il est essentiel d'ajuster le C.I.A. en conséquence.

Nous proposons donc de régulariser le montant du C.I.A. en lui appliquant une revalorisation pour l'ensemble des agents. Cette mesure permettra de :

- compenser la hausse de l'I.F.S.E. par un ajustement proportionnel du C.I.A. ;
- renforcer notre attractivité en valorisant de manière juste et concrète l'engagement de notre personnel.

Les montants de base annuels par groupe de fonction sont détaillés dans le tableau annexé à cette délibération.

Ces ajustements nous permettent de rester en conformité avec les évolutions réglementaires tout en confirmant notre engagement à reconnaître et à valoriser le travail de nos équipes.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 en date du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n° 84-53 en date du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment les articles 87 et 88,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n° 2014-513 en date du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n° 2017-63 du 23 janvier 2017 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle de certains fonctionnaires territoriaux,

Vu les arrêtés ministériels pris pour l'application, aux corps des cadres d'emplois des agents de l'État, des dispositions du décret du 20 mai 2014,

Vu la circulaire ministérielle du 5 décembre 2014 relative aux modalités de mise en œuvre du R.I.F.S.E.E.P.,

Vu l'avis favorable du bureau de communauté en date du 14 octobre 2025,

Considérant la délibération n° 117 du Conseil Communautaire en date du 6 décembre 2016 portant mise en place du R.I.F.S.E.E.P.,

Considérant la délibération n° 106 du Conseil Communautaire en date du 26 septembre 2017 portant mise en conformité du régime indemnitaire pour les cadres d'emplois n'ayant pas encore adhéré au R.I.F.S.E.E.P.,

Considérant la délibération n° 119 du Conseil Communautaire en date du 4 décembre 2018 instaurant les nouvelles modalités de modulation pour indisponibilité physique du R.I.F.S.E.E.P.,

Considérant la délibération n° 67 du Conseil Communautaire en date du 25 juin 2019 relative à la mise en place du régime indemnitaire annuel,

Considérant la délibération n° 115 du Conseil Communautaire en date du 8 décembre 2020 relative à la valorisation du R.I.F.S.E.E.P.,

Considérant la délibération n° 110 du Conseil Communautaire en date du 10 décembre 2021 relative à la valorisation du R.I.F.S.E.E.P.,

Considérant la délibération n° 136 du Conseil Communautaire en date du 14 novembre 2023 instaurant un nouveau coefficient de modulation du R.I.F.S.E.E.P.,

Considérant la délibération n° 72 du Conseil Communautaire en date du 30 mai 2024 relative à la valorisation du R.I.F.S.E.E.P.,

Considérant les délibérations complétives et modificatives du RIFSEEP,

Vu l'avis unanimement favorable du comité social technique en date du 4 novembre 2025,

Je vous propose de bien vouloir :

1°/ approuver la revalorisation du C.I.A. en fonction des récentes augmentations de l'I.F.S.E ;

2°/ adopter le niveau du RIFSEEP conformément à l'annexe jointe ;

3°/ autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tous les documents se rapportant à cette délibération.

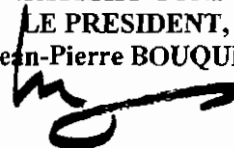
4°/ dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de l'année 2026 et aux budgets suivants.

La délibération est adoptée
à l'unanimité des membres
du Conseil de Communauté.

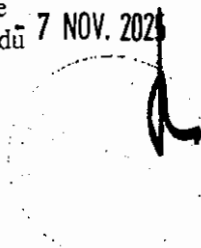
La secrétaire de séance,
Annick FELICETTI



POUR EXTRAIT CONFORME,
LE PRESIDENT,
Jean-Pierre BOUQUET



Certifié exécutoire par le Président compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le - 7 NOV. 2025
et de la publication le
ou de la notification du 7 NOV. 2025



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Annexe : Montants de base annuels par groupe de fonction proposés par la collectivité
(Avec effet au 1er janvier 2026)

CADRE D'EMPLOI	GRUPE DE FONCTIONS	EMPLOI (à titre indicatif)	MONTANT PLAFOND ANNUEL ifse +cia (Etat)	MONTANT DE BASE ANNUEL IFSE 2024 (Collectivité)	MONTANT IFSE MENSUEL 2024	CIA ANNUEL 2026	Plafonds maxi du CIA à L'Etat	Plafonds maxi du CIA dans la collectivité	TOTAL IFSE + CIA ANNUEL
Attachés territoriaux/Secrétaires de mairie/Ingénieurs territoriaux/Bibliothécaires/Psychologues/ Conseiller socio-éducatifs	A1	Emplois de direction, direction adjointe	36 210.00	12435	1036.25	621.75	Plafond maxi 15%	Plafond maxi 5%	13 056.75
	A2	Directeurs de pôles	32 130.00	9435	786.25	566.1	Plafond maxi 15%	Plafond maxi 6%	10 001.10
	A3	Chefs de services avec encadrement	25 500.00	4584.96	382.08	458.496	Plafond maxi 15%	Plafond maxi 10%	5 043.46
	A4	Cadres A sans encadrement, chargés de mission	20 400.00	3984.96	332.08	398.496	Plafond maxi 15%	Plafond maxi 10%	4 383.46
Rédacteurs territoriaux / Animateurs territoriaux / Educateurs des APS territoriaux / Techniciens territoriaux	B1	Chefs de service avec encadrement	17 480.00	3889.92	324.16	389	Plafond maxi 12%	Plafond maxi 10%	4 278.92
	B2	Coordinateur, adjoint au chef de service, expertise forte dans un domaine particulier	16 015.00	3189.96	265.83	318.996	Plafond maxi 12%	Plafond maxi 10%	3 508.96
	B3	Autre	14 650.00	2389.92	199.16	239	Plafond maxi 12%	Plafond maxi 10%	2 628.92
Adjoint administratifs territoriaux/Adjoints d'animation territoriaux/Opérateurs territoriaux des APS/ATSEM/Agents sociaux territoriaux/Adjoints	C1	Encadrement de proximité, expertise forte, coordination	11 340.00	2479.92	206.66	248	Plafond maxi 10%	Plafond maxi 10%	2 727.92
	C2	Autre	10 800.00	1581	131.75	158.1	Plafond maxi 10%	Plafond maxi 10%	1 739.10

(*) : le montant de base de l'IFSE pourra se voir appliquer un taux individuel de modulation pouvant varier de 1 à 4 en fonction des responsabilités financières, des responsabilités d'encadrement, de la gestion de dossiers transversaux, de circonstances exceptionnelles, dans la limite des plafonds annuels de l'Etat